

DES MUNICIPALITÉS AUTODÉSIGNÉES AU COMITÉ CENTRAL DES VINGT ARRONDISSEMENTS ⁽¹⁾ ...

Le soir du 4 Septembre, la salle de réunion de la *Fédération ouvrière*, place de la Corderie du Temple, est remplie de membres des sections et des socialistes révolutionnaires désireux d'examiner la situation.

Leverdays, Beslay, Tolain, Murat, Camélinat, Briosne y prennent successivement la parole.

Briosne, un des rares parmi nous qui aient pu pénétrer dans l'Hôtel-de-Ville au moment où arrivaient les députés de Paris, raconte les péripéties de leur prise de possession gouvernementale.

Il essaya, nous dit-il, de s'opposer à cette nouvelle usurpation de souveraineté populaire, mais la foule qui les entourait était surtout composée de gens à leur dévotion; elle couvrit de clameurs ses protestations. Il ne put se faire entendre.

Emmanuel Arago, dès son arrivée, tire une écharpe de sa poche et la jette à son oncle Étienne en lui disant: *Tiens, Étienne, je te fais maire de Paris!*

C'est, ainsi qu'au pied levé, l'administration de la grande ville a été jetée en pâture à un vieillard d'une incapacité notoire et absolument au-dessous des exigences actuelles.

Le citoyen Charles Beslay, qui, grâce à sa médaille de député en 1848, a pu, lui aussi, se faire ouvrir bien des portes fermées pour d'autres, corrobore de tous points le récit de Briosne.

Cette révolution n'est qu'une farce nouvelle.

Mais à moins d'un conflit qui pourrait amener d'effroyables complications, nous ne pouvons rien faire de plus utile que de tenter d'organiser une force suffisante pour contraindre l'Hôtel-de-Ville à prendre au sérieux la Défense de Paris et de la République. Tel est le sens dans lequel parlent tous les citoyens présents.

Sans avoir d'illusion sur les résultats possible on décide tout d'abord qu'une adresse sera envoyée aux travailleurs allemands pour leur rappeler que le chef de leur nation ayant déclaré ne faire la guerre qu'à l'empereur, et non au pays même, l'invasion du territoire français prendrait un caractère de guerre nationale à laquelle eux-mêmes devront se refuser, au nom de la solidarité qui unit les travailleurs du monde entier.

Sans doute, cet appel ne peut avoir d'écho, puisqu'il est presque certain qu'il ne parviendra même pas à ceux auxquels on l'adresse. Mais, du moins, est-il bon qu'il soit fait par les travailleurs parisiens, affirmant, une fois de plus leur désir de voir un jour cesser ces épouvantables guerres fratricides qui épuisent à la fois vainqueurs et vaincus, au seul bénéfice de leurs gouvernants.

Une seconde résolution plus directement effective est ensuite adoptée.

(1) Titre de l'extrait choisit par *Anti.mythes*.

Il est décidé d'envoyer une délégation au nouveau pouvoir pour lui déclarer que, sans discuter son autorité plus ou moins usurpée, vu l'urgence, on lui prêtera concours aux conditions suivantes:

- Élections de conseils municipaux chargés de procéder rapidement à la formation et à l'armement des bataillons de la garde nationale.
- Suppression immédiate de la préfecture de police et restitution de ses services aux municipalités.
- Suppression de la magistrature actuelle et son remplacement par des magistrats élus.
- Abrogation de toutes mesures fiscales et répressives s'appliquant à la presse, au droit de réunion et au droit d'association.
- Suppression de tout budget des cultes.

Annulation et non amnistie de toutes condamnations et de toutes poursuites politiques s'appliquant aux évènements qui ont précédé le 4 septembre.

A une heure du matin, Gambetta reçoit les délégués. Il leur répond que tout ce qui concerne la presse, le droit de réunion et d'association est acquis en fait par la chute du gouvernement de Bonaparte; qu'un décret d'amnistie est en ce moment au tirage à l'imprimerie nationale, pour être affiché dans quelques heures,

Quant aux autres mesures, leur caractère de gravité exige plus de réflexion: elles intéressent la France tout entière, et la Défense Nationale ne peut prendre sur elle de les imposer. Mais certainement, d'ici là, on fera cesser les abus.

Toujours les mêmes comédies. Ces messieurs se croient bien le droit de s'emparer du pouvoir au nom du peuple. Mais en user pour débarrasser celui-ci de ses éternelle entraves, c'est autre chose. Leur conscience remplit aussitôt de scrupules jusqu'au jour où devenu plus forts, ils rivent à leur tour la chaîne des gouvernés.

Mais il fallait s'y attendre, avec de telles gens.

Et puis le vent n'est pas à la révolution. Cette fatale invasion préoccupe seule tous les esprits.

Blanqui lui-même y est pris. Le premier numéro de sa *Patrie en danger* débute par un acte d'adhésion complète à la Défense nationale.

Lui aussi a compris qu'il n'en pouvait être autrement.

Pourquoi l'Empire est-il tombé dans de semblables conditions?

6 septembre 1870

On a fait de bonne besogne, je crois, hier soir, rue Aumaire.

Pourtant les débuts de la réunion n'étaient pas des plus brillants. Je ne sais quel fumiste, la séance à peine ouverte, s'est mis à crier: *Voilà la police!* Et sans l'énergie du bureau on allait se disperser. Tant on est peu sûr d'avoir, au moins pour un temps, reconquis le droit complet de se réunir!

La panique calmée, on a étudié les moyens de créer une force révolutionnaire qui puisse imprimer une dimension franchement républicaine à ce gouvernement de filous, capables certainement de toutes sortes d'infamies s'ils ne se sentent pas sérieusement surveillés.

Il a été décidé que les vingt arrondissements de Paris seraient invités à constituer chacun un comité de vigilance chargé de contrôler les actes des nouvelles municipalités, imposées sans pudeur par l'Hôtel-de-ville, qui n'a tenu naturellement aucun compte de la démarche faite à ce propos par la délégation de la Corderie.

L'élection demandée par elle à propos de la constitution de ces municipalités n'était pourtant pas de en questions sur lesquelles l'opinion de la France dût être réservée?

Mais ces messieurs de la Défense ont trouvé plus commode de n'avoir dans les mairies que des gens à leur dévotion.

Et l'ex-canut Greppo, le farouche Greppo, le seul compagnon de Proudhon lors du célèbre vote du 8 juillet 1848, n'a pas craint, reniant ainsi son passé, d'accepter le poste de maire du quatrième arrondissement et de se faire le laquais des misérables qui s'apprêtent pour la seconde fois à trahir le Peuple et la République!

Donc les vingt comités de vigilance seront de leur côté des espèces de municipalités révolutionnaires, recueillant tous les renseignements possibles sur la marche des administrations officielles pour en signaler le véritable caractère à un comité central composé des délégués qu'ils y enverront.

Ce comité central, à son tour, sera chargé de coordonner toute action ayant pour but de s'opposer aux menées réactionnaires de l'Hôtel-de-ville ou de les dénoncer à la population parisienne.

Si l'entente se peut faire sur cette idée très praticable il me semble, on pourra bien contraindre Trochu et consorts à marcher droit.

Gustave LEFRANÇAIS.
